

## **Mise à jour au sujet des frais de scolarité : Le gouvernement choisit une voie susceptible de ruiner les universités anglophones du Québec**

**MONTRÉAL, le mercredi 13 décembre 2023.** – Le Quebec Community Groups Network se dit amèrement déçu de voir que le gouvernement Legault semble poursuivre une trajectoire susceptible de ruiner les trois universités anglophones du Québec.

Selon Eva Ludvig, présidente du QCGN, plusieurs médias laissent entendre que le gouvernement a arrêté sa position concernant l'augmentation des frais de scolarité pour les étudiants de l'extérieur de la province. Parmi ces mesures, notons une augmentation de 33 % des droits de scolarité au premier cycle pour les étudiants venant d'autres provinces canadiennes; la demande impossible de « franciser » 80 % de **tous** les étudiants de l'extérieur de la province, y compris les étudiants internationaux, sous peine de sanctions; de plus, un transfert de revenus supplémentaires (le cas échéant) au secteur universitaire d'expression française. « Il s'agit là de véritables menaces existentielles pour les trois universités qui attirent le plus grand nombre d'étudiants de l'extérieur du Québec, soit McGill, Concordia et Bishop's », déplore Eva Ludvig, présidente du QCGN.

« Si un gouvernement tentait de concevoir un plan pour réduire à néant les universités d'expression anglaise du Québec, il ne s'y prendrait pas autrement », a déclaré la présidente.

L'Université Bishop's pourrait éviter le pire. Son petit nombre d'étudiants anglophones n'est pas perçu comme une menace pour le français à Sherbrooke, et il pourrait être exempté de ces mesures.

Quant à l'Université McGill, cet établissement a déjà réagi avec véhémence, soulignant l'impossibilité d'enseigner le français à 80 % des étudiants de l'extérieur de la province. Sur les 12 000 étudiants étrangers que compte l'université, environ 2 000 sont francophones.

« McGill est l'un des joyaux du Québec – l'une des meilleures universités au monde et la meilleure au Canada, a souligné Mme Ludvig. Au lieu de la célébrer et de l'encourager à continuer à réussir, le gouvernement Legault veut la punir, et cela, au nom de la protection et de la promotion de la langue française contre ce qu'il perçoit comme une menace au centre-ville de Montréal. »

D'ajouter Sylvia Martin-Laforge, directrice générale du QCGN : « Le gouvernement n'a produit aucune preuve indiquant que la présence des étudiants de McGill et de Concordia au centre-ville contribue à l'anglicisation de la métropole. Mais lorsque le premier ministre François Legault et que le ministre de la Langue Jean-François Roberge se plaignent d'entendre trop d'anglais dans les rues de Montréal, c'est

apparemment suffisant pour mettre en place une politique qui pourrait faire disparaître plusieurs établissements de qualité ou leur porter gravement atteinte. »

« À quoi pensent-ils donc? »

Déjà, la simple mention des intentions du gouvernement au cours des deux derniers mois a incité au moins une agence de notation à envisager de revoir à la baisse les cotes de crédit de McGill et de Concordia, ce qui a poussé les deux universités à immédiatement imposer un gel de l'embauche et à procéder à d'importantes compressions budgétaires.

Les universités savaient qu'elles seraient touchées par ce programme avant même qu'on ajoute au menu la francisation des étudiants étrangers. Le marché universitaire canadien est engorgé et concurrentiel. Avec des frais de scolarité de 12 000 \$ pour les étudiants des autres provinces, les universités McGill, Concordia et Bishop's savent qu'elles seront exclues du marché.

« Lorsque cette proposition a été présentée pour la première fois en octobre, elle a suscité une levée de boucliers de la part de différents secteurs, y compris de toutes les universités francophones – en dehors de l'Université du Québec, a repris Mme Martin-Laforge. Des chefs d'entreprise, des maires, des groupes d'étudiants et d'autres se sont joints à eux pour la dénoncer. La décision du Québec a été remarquée à l'échelle internationale par des organismes influents, dont le Times Higher Education, situé à Londres, ainsi que par des médias du reste du Canada et des États-Unis. »

« Plus que découragés, nous sommes furieux, a déclaré Mme Ludvig. Nous craignons les préjudices que cette décision occasionnera à l'ensemble du Québec – en plus de son effet dévastateur à Montréal. Nous craignons pour l'avenir de notre province. »

Le Quebec Community Groups Network ([www.qcgn.ca](http://www.qcgn.ca)) est un organisme à but non lucratif qui rassemble des organismes communautaires d'expression anglaise de tout le Québec. Centre d'expertise et d'actions collectives fondées sur des données probantes, il cerne, aborde et explore les enjeux stratégiques qui ont des répercussions sur le développement et le dynamisme de la communauté québécoise d'expression anglaise. Le QCGN favorise également le dialogue et la collaboration entre ses organisations membres, les particuliers, les groupes, les institutions et les dirigeants de la communauté.

**Pour de plus amples informations :**

Rita Legault, directrice des communications | [rita.legault@qcgn.ca](mailto:rita.legault@qcgn.ca)

Téléphone : 438-270-0680 ou 514 912-6555